

# **Soyons le parti au service de la classe ouvrière**

*Bernard Adrian – Meuse – 11 février 2017*

## ***Il ne fait pas bon être ouvrier dans la France du 21ème siècle.***

Dans les usines encore en activité près de chez moi, la moitié des travailleurs sont en mission d'intérim. L'autre moitié est souvent sous la menace d'un plan de "départs volontaires" ou de "ruptures conventionnelles collectives" ou encore du rachat de l'entreprise par un obscur fond de pension.

Près de chez moi, encore, trois ouvriers ont trouvé la mort le 1er décembre 2011 dans un accident du travail impensable tellement il était évitable. Leurs familles sont depuis plus six ans dans l'attente de voir reconnue la responsabilité de l'employeur Alstom. Hormis la CGT, aucune organisation ne se soucie de ce scandale.

Dans mon département, la mémoire de la résistance ouvrière a été occultée au fil des ans. Par chance, un ouvrage édité en 1992 a fait revivre l'épopée des mille FTP, français et étrangers, qui ont préparé la Libération du département. Ils étaient souvent de très jeunes hommes et femmes, et pour la plupart d'entre eux ouvriers ou paysans. Hormis la CGT, aucune organisation ne se soucie de transmettre leur mémoire.

En France, les luttes ouvrières sont dénigrées (le président de la république ose dire qu'elles "foutent le bordel") voire criminalisées.

En France, les conquêtes ouvrières du 20ème siècle sont remises en cause les unes après les autres bien que la république dans laquelle nous vivons continue à se dire "sociale" dans sa Constitution.

En France, le salaire minimum est si bas que celui qui le perçoit, même s'il n'a pas charge de famille, doit aller demander un complément à la Caisse d'Allocations Familiales !

## ***Il n'y aurait pas besoin en France d'un parti de la classe ouvrière ?***

La bourgeoisie fait payer chèrement les concessions qu'elle a dû faire au siècle dernier. Elle détient aujourd'hui quasiment tous les leviers du pouvoir. Le seul contre-pouvoir est syndical. Au plan politique plus personne ne lui conteste réellement sa légitimité en tant que classe dirigeante.

Le brouillage idéologique qu'elle a organisé depuis des décennies porte aujourd'hui ses fruits : les partis qui portaient (ou prétendaient porter) les aspirations de la classe ouvrière à prendre le pouvoir en s'appropriant les moyens de production mettent désormais en avant les questions "sociétales" sans les relier à la domination capitaliste, ou versent dans la contestation systématique d'un prétendu "productivisme" qui n'existe au fond dans les discours que pour dénigrer les producteurs.

La domination, aujourd'hui quasi-absolue, de la bourgeoisie ne durera pas. Soit ses contradictions internes amèneront une nouvelle guerre mondiale. Soit il se trouvera des organisations politiques, au sein de chaque pays et au plan international, pour permettre à la classe ouvrière de renverser la bourgeoisie et d'éviter la catastrophe qui s'annonce.

La question primordiale est de savoir si nous voulons ou non être pour la France cette organisation politique, ce parti. Tout le reste découle de la réponse à cette question,